

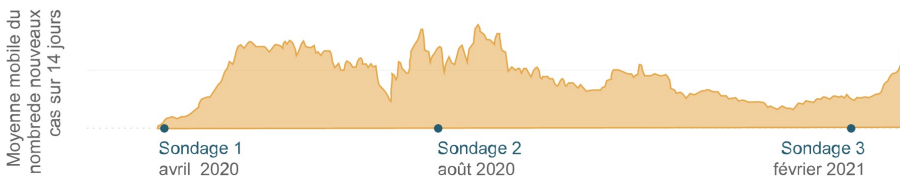
# Trouver un équilibre : les mesures sociales et de santé publique Guinée

## Quel est l'objectif de ce rapport?

Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée en février 2021 auprès de 1,302 personnes. L'enquête a permis d'étudier la réaction de la population aux mesures sociales et de santé publique (MSSP) mises en place pour lutter contre la COVID-19. L'échantillon choisi est représentatif des foyers disposant d'un accès à une ligne de téléphone fixe ou à un téléphone portable, mais n'inclut pas les personnes qui n'ont pas accès à un téléphone. Le taux de pénétration en matière de téléphonie varie en fonction des pays, les résultats de l'enquête doivent donc être interprétés avec prudence.

Les données de l'enquête sont analysées en même temps que les données épidémiologiques, les données sur la mobilité et les données sur les médias. La triangulation de ces données fournit des informations précieuses sur le contexte ce qui permet de mieux comprendre le degré d'acceptabilité, l'impact et l'efficacité des MSSP.

Il s'agit de la troisième enquête téléphonique et de la troisième analyse réalisées depuis le début de la pandémie (voir [le premier](#) et [le deuxième](#) rapport).



### Données nationales relatives à la COVID-19 Aperçu du 26 février 2021

Nombre total de cas signalés	15,894
Taux d'incidence cumulée pour 100 000 personnes	119
Taux de positivité <small>Proportion de personnes positives à la COVID-19 sur l'ensemble de la population testée (moyenne sur sept jours)</small>	8.1%
Nombre de décès confirmés liés à la COVID-19	89
Taux de létalité des cas <small>Proportion du nombre total de décès enregistrés parmi tous les cas testés positifs à la COVID-19</small>	0.6%

## Quels sont les points essentiels à retenir de ce rapport?

### Dynamique de la maladie et mise en œuvre des mesures sociales et de santé publique

La Guinée fait actuellement face à son plus haut niveau d'incidence de nouveaux cas déclarés de COVID-19 depuis le début de la pandémie, alors même qu'elle est confrontée à une nouvelle épidémie de maladie à virus Ebola qui a conduit le gouvernement à renforcer les restrictions sur les déplacements intérieurs et transfrontaliers pour en limiter la propagation. Le gouvernement prévoit d'organiser une campagne de vaccination en 2021 et beaucoup de Guinéens déclarent avoir l'intention de se faire vacciner.

### Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Alors qu'une grande majorité de répondants soutiennent les mesures individuelles visant à prévenir la transmission de la COVID-19, le niveau de soutien est plus faible concernant les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements. Le niveau d'adhésion déclarée est faible par rapport à celui exprimé dans d'autres États membres de l'Union Africaine (UA) d'Afrique de l'Ouest.

### Perception des risques et information sur les risques

Moins d'un répondant sur cinq pense qu'il risque d'attraper la COVID-19 et quatre répondants sur cinq ont repris une activité normale. Pourtant, le gouvernement et les médias continuent de diffuser des messages sur le risque de transmission et les répondants expriment un fort niveau de confiance envers ces institutions. Plus de la moitié des répondants pensent aussi que les professionnels de santé et les personnes qui ont guéri de la COVID-19 doivent être évités.

### Charges secondaires

Dans les résultats de l'enquête de février, il apparaît que l'accès aux médicaments, la perte de revenus et l'insécurité alimentaire constituent les principales difficultés rencontrées par les foyers des répondants. Ces différentes charges sont liées : les foyers qui ont perdu une partie de leurs revenus pendant la pandémie ont plus de probabilité de déclarer être confrontés à des problèmes pour obtenir les médicaments, les soins et la nourriture dont ils ont besoin.

## Quel est le lien entre les MSSP et les cas signalés?

Le contexte politique et social influence les modalités de mise en œuvre et le respect des MSSP, ce qui a des répercussions sur la propagation et l'atténuation de la COVID-19.

### Quelle est la situation?

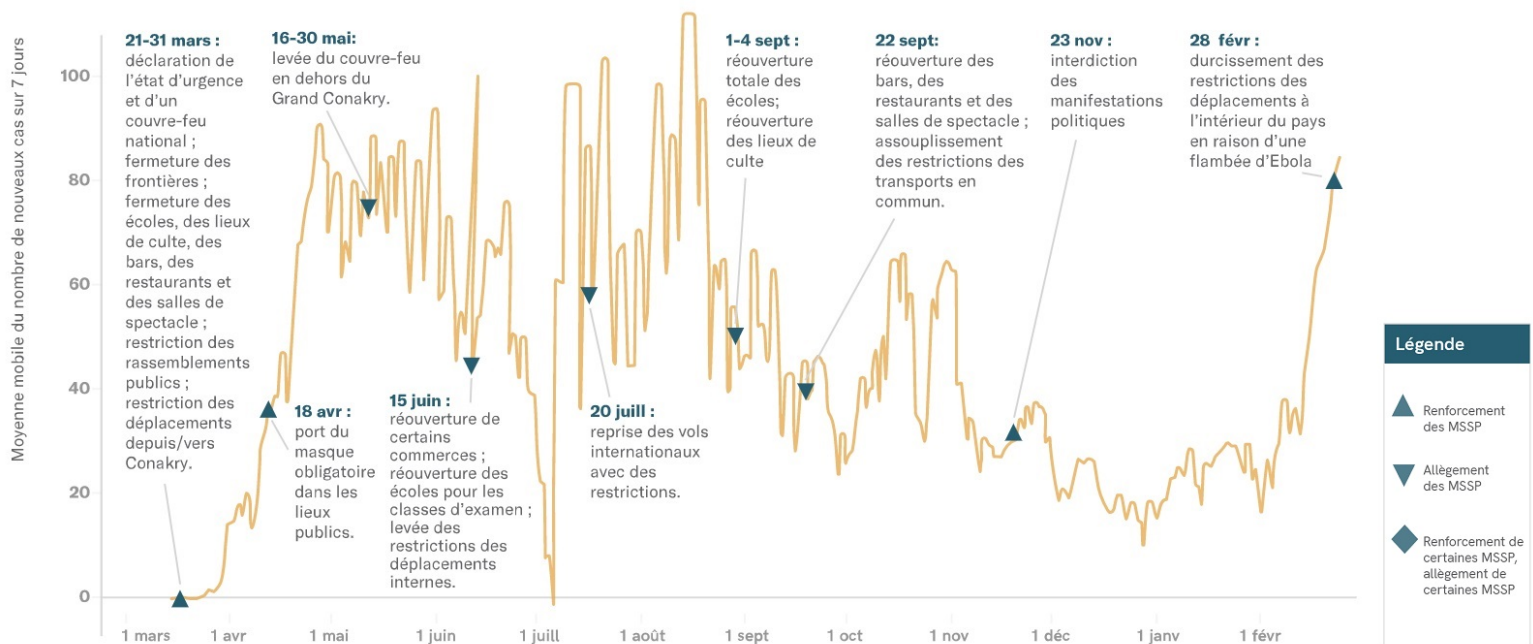
Depuis le début de l'épidémie de COVID-19 en Guinée en mars 2020, le nombre de cas déclarés a fluctué entre un maximum d'environ 100 cas par jour à la mi-août et un minimum d'environ 10 cas par jour fin décembre. Cependant, le nombre de cas déclarés a augmenté de nouveau fin février 2021 et était plus élevé que lors du pic du mois d'août 2020 au moment où ce rapport a été rédigé. Cette augmentation du nombre de cas coïncide avec le début de la deuxième [épidémie de maladie à virus Ebola](#) en Guinée, qui s'est déclarée le 14 février 2021 à Gouéké, une communauté rurale de la préfecture de N'Zérékoré. Il s'agit des premiers cas de maladie à virus Ebola en Guinée depuis l'épidémie en Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016. En plus des épidémies de COVID-19 et d'Ebola, la Guinée doit aussi faire face à des épidémies de fièvre jaune, de rougeole et de poliomyélite. Les capacités du système de santé publique sont probablement dépassées et le système n'est pas en capacité de gérer correctement tous ces événements. Dans le cadre d'un effort destiné à contenir à la fois l'épidémie de COVID-19 et celle de maladie à virus Ebola, le gouvernement a annoncé le 28 février 2021 la mise en place de nouvelles restrictions de déplacement à l'intérieur du pays et un renforcement de la surveillance au niveau des frontières.

Il y a eu une augmentation du nombre de cas déclarés dans la seconde moitié du mois d'octobre 2020 dans le contexte d'une [élection nationale contestée le 18 octobre et des manifestations qui s'en sont suivies](#). Le nombre d'informations faisant état d'un non-respect généralisé du port du masque et d'autres mesures de prévention, publiées dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, a aussi augmenté pendant les élections, malgré des campagnes appelant à les respecter organisées par le Président Alpha Condé et le leader de l'opposition Cellou Dalein Diallo. Apparemment pour éviter la propagation de la COVID-19, le gouvernement a interdit les manifestations politiques le 23 novembre, bien que cette mesure ait été [dénoncée par l'opposition](#) comme un moyen de faire taire le mouvement de protestation.

La capacité de test du pays varie, avec un taux de positivité des tests de plus de 20 % à plusieurs moments, notamment fin octobre 2020. Après être passé sous le seuil de 5 % recommandé par l'OMS pendant presque tout le mois de novembre et décembre, le taux de positivité a fluctué autour de 5 % en janvier 2021. Le taux de positivité a commencé à augmenter mi-février, pour atteindre 8,1 % le 26 février. Il y a eu des lacunes dans la transmission des données sur les cas et les tests réalisés.

La Guinée a été le premier pays à faible revenu à commencer les vaccinations contre la COVID-19, en commençant par vacciner publiquement les membres du gouvernement avec 55 doses du vaccin Sputnik V. La Guinée prévoit d'obtenir [1,6 million de doses supplémentaires de Sputnik V](#), ainsi qu'une [donation de vaccins Sinopharm](#) et des vaccins Pfizer par le biais du dispositif COVAX. Le gouvernement affirme qu'il prévoit d'organiser une [campagne de vaccination de masse](#) au cours du premier trimestre 2021.

### Après avoir baissé en novembre et en décembre, le nombre de cas déclarés remonte en Guinée, alors que quelques MSSP sont en vigueur.



# Les mesures sont-elles soutenues et suivies par la population?

L'efficacité des MSSP dépend de l'adhésion et du changement de comportement de la population à grande échelle.

## Ce que révèlent les données

Alors que le soutien envers les mesures individuelles de lutte contre la transmission de la COVID-19 reste à un niveau élevé, l'adhésion déclarée à ces mesures est faible par rapport à celle qui est exprimée dans les autres États membres de l'UA de la région. Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et des déplacements et l'adhésion à ces mesures sont aussi relativement faible par rapport à ceux exprimés dans la région et plus faibles qu'en août, ce qui peut être le reflet de l'allègement des restrictions pendant cette période.

- Les femmes ont plus de probabilité de déclarer adhérer à tous les types de mesures et soutenir les mesures de restriction des déplacements, et les foyers dont les revenus sont les plus faibles ont plus de probabilité de soutenir et adhérer aux mesures de restriction des rassemblements et des déplacements.
- Sur les réseaux sociaux, il y a eu de nombreuses discussions sur la nécessité des mesures individuelles pour lutter contre la transmission. Malgré ce soutien affiché, les médias traditionnels ont rendu compte de la non-adhésion généralisée à des mesures comme le port du masque, en particulier pendant la période des élections.

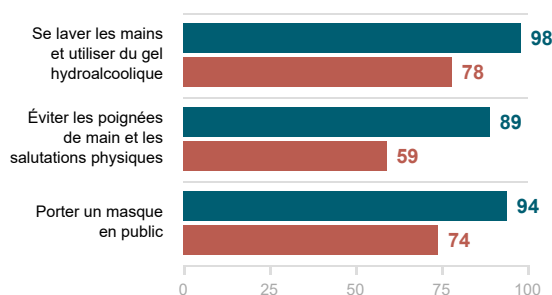
## Dans les médias

Un compte Twitter représentant la campagne du candidat à la présidentielle Cellou Dalein Diallo a exhorté la population à respecter les mesures préventives en octobre 2020 : « Chers concitoyens, le COVID est là. Lorsque vous irez voter pour moi, portez un masque pour vous protéger et protéger les autres. »

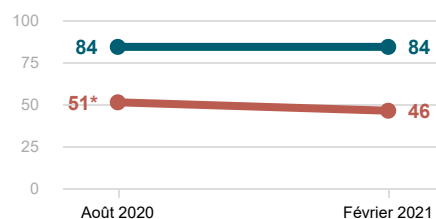
## Mesures individuelles

Le soutien envers les mesures de protection individuelles reste élevé, même si moins de la moitié des répondants disent avoir eux-mêmes respecté toutes ces mesures au cours de la semaine précédente. L'adhésion déclarée aux mesures prises pour éviter les salutations physiques est la plus faible.

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de protection individuelle en février 2021



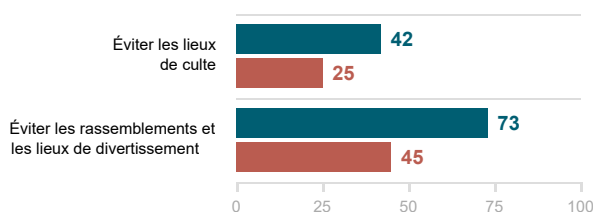
Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de protection individuelle (score composite)



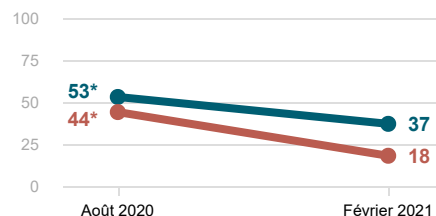
## Mesures de restriction des rassemblements

Le soutien et l'adhésion déclarée aux mesures de restriction des rassemblements sont plus faibles en février 2021 qu'en août 2020. Les lieux de culte et de loisirs ont rouvert en septembre 2020.

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des rassemblements en février 2021



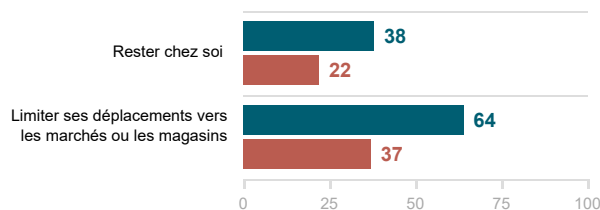
Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des rassemblements (score composite)



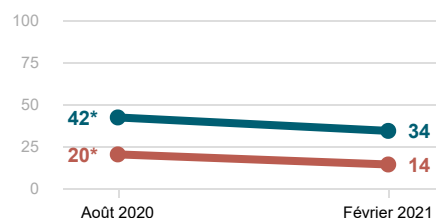
## Mesures de restriction des déplacements

Le soutien et l'adhésion déclarée aux mesures de confinement à domicile et de réduction des déplacements vers les marchés sont plus faibles en février qu'en août.

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des déplacements en février 2021



Tendance en pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des déplacements (score composite)



## En qui la population a-t-elle confiance?

La confiance du public dans le gouvernement et les institutions est un facteur clé de soutien en faveur des MSSP et d'adhésion à celles-ci.

### Ce que révèlent les données

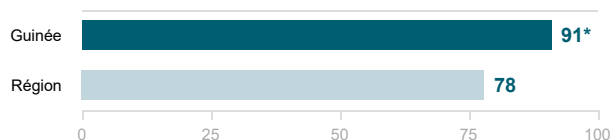
Plus de neuf répondants sur dix disent être satisfaits de la réponse du gouvernement à la COVID-19, ce qui constitue un niveau de satisfaction plus élevé que le niveau moyen de satisfaction des répondants dans les autres États membres de l'UAE de la région où l'enquête a été réalisée. C'est un élément à souligner dans le contexte de l'élection disputée du mois d'octobre, à l'issue de laquelle le parti au pouvoir a gagné.

- Le niveau de satisfaction et de confiance dans les institutions est stable, quels que soient les groupes d'âge et les groupes socio-démographiques.

### Que pensent les répondants des institutions de leur pays?

Le niveau de satisfaction envers la réponse du gouvernement est légèrement plus élevé en février 2021 (91 %) qu'en août 2020 (84 %). Les répondants font tout à fait confiance au ministère de la Santé, aux organisations internationales et aux médias. Le niveau de confiance envers la Présidence (81 %), l'armée/les militaires (69 %) et la police (65 %) est plus faible.

#### 91% sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la pandémie



#### Classement des cinq institutions et personnalités les plus fiables aux yeux de la population

Pourcentage de personnes déclarant faire confiance à chacune des sources citées.

UNICEF	92%
Organisation mondiale de la Santé	91%
Centre de santé/Hôpital	90%
Médias	88%
Ministère de la Santé	88%

### Qu'est-ce qui se dit dans les médias et sur les réseaux sociaux?

La couverture de la réponse du gouvernement comme de celle des organisations internationales par les médias traditionnels tend à être positive entre août et septembre, alors que les utilisateurs des réseaux sociaux sont nettement plus critiques envers le gouvernement. Le président Alpha Condé a été largement couvert par les médias traditionnels lorsqu'il a exhorté la population à respecter les MSSP, mais il a été moins cité sur les réseaux sociaux.

Pendant et après les élections d'octobre 2020, il y a eu de nombreuses critiques sur les réseaux sociaux de la part des opposants au parti au pouvoir, qui ont accusé le gouvernement d'utiliser la COVID-19 pour distraire la population des autres problèmes et réprimer les manifestations post-élections. De telles critiques coïncident souvent avec une faible perception des risques, qui s'exprime via l'idée que d'autres problèmes auxquels est confronté le pays représentent un plus grand risque que la COVID-19. Bien que des partisans de l'opposition aient remis en question le risque que représente la COVID-19, la campagne officielle de Cellou Dalein Diallo a appelé à respecter les MSSP. Les ressentis négatifs envers le gouvernement se sont aussi [intensifiés fin février](#) sur les réseaux sociaux, après que le président Condé a été entendu en train de comparer les Guinéens à des [« tortues »](#) parce qu'ils ont peur de la COVID-19.

#### Dans les médias

En parlant du Président Condé et de ses partisans, un utilisateur de Facebook a écrit en février : « Les tortues ne connaissent rien d'autre que la torture, mais vous pouvez tromper tout le peuple parfois et une partie du peuple tout le temps, mais vous ne pouvez pas tromper tout le peuple tout le temps. »

## Comment les répondants perçoivent-ils les risques?

Les caractéristiques épidémiologiques de la maladie ainsi que le type et la qualité des informations diffusées par des sources considérées comme fiables ont une influence sur la perception des risques.

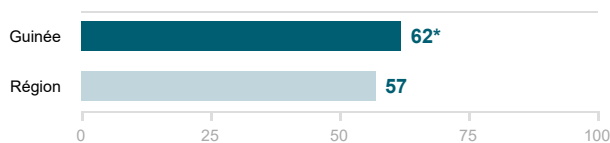
### Ce que révèlent les données

Bien qu'une majorité des répondants pensent que la COVID-19 va toucher beaucoup de leurs concitoyens, moins d'un sur cinq pense qu'il risque d'attraper le virus, ce qui est la proportion la plus basse dans la région. L'incidence cumulée du nombre de cas déclarés par habitant en Guinée est plus faible que celle de certains États membres de l'UA dans la région (la Côte d'Ivoire, le Ghana, et le Sénégal) mais plus élevée qu'au Libéria et au Nigéria.

- Alors que la perception du risque d'attraper la COVID-19 est faible, la perception de la gravité de la maladie est élevée. Les deux tiers des répondants déclarent que la maladie nuirait gravement à leur santé s'ils étaient infectés.
- La perception de la gravité est légèrement supérieure chez les femmes (69 % pour 63 % chez les hommes), les résidents des zones rurales (69 % pour 62 % des résidents des zones urbaines) et chez les répondants dont les revenus sont les plus faibles (72 % pour 63 % chez les répondants dont les revenus sont les plus élevés).
- Bien que les répondants aient une perception faible des risques, les messages sur le fort risque de transmission de la maladie ont été prédominants dans les médias traditionnels comme sur les réseaux sociaux, en particulier lorsque l'épidémie de maladie au virus Ebola a été détectée en février. Cependant, la couverture par les médias et les échanges sur les réseaux sociaux concernant la COVID-19 ont diminué régulièrement depuis le pic d'informations atteint en avril et mai 2020, ce qui laisse penser que la COVID-19 est progressivement devenue un sujet de préoccupation moins important pour beaucoup de personnes.
- Plus de la moitié des répondants pensent que les professionnels de santé et les personnes qui ont guéri de la COVID-19 doivent être évités, ce qui peut être à l'origine d'une stigmatisation ou pousser la population à renoncer à des soins nécessaires. Ces croyances sont plus répandues en Guinée que dans les autres États membres de l'UA de la région. Cependant, la stigmatisation des patients atteints de COVID-19 ou des soignants a rarement été exprimée sur les réseaux sociaux.

### Comment les répondants perçoivent-ils les risques associés à la COVID-19?

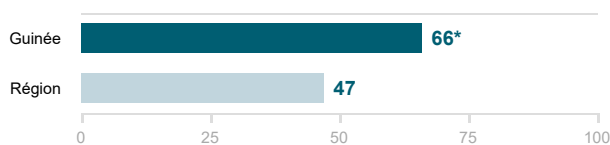
#### 62% pensent que la COVID-19 va toucher de nombreuses personnes dans leur pays



#### 18% pensent avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19



#### 66% pensent que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé



### Les répondants stigmatisent-ils les autres ?

**56% pensent devoir éviter les agents de santé par crainte de contracter la COVID-19 à leur contact.**

**54% pensent devoir éviter les personnes ayant déjà eu la COVID-19 par crainte de contracter la maladie à leur contact.**

### Les répondants croient-ils les informations exactes?

**82% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne jamais présenter de symptômes mais restent contagieuses pour les autres.**

**74% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne présenter aucun symptôme pendant cinq à 14 jours.**

**48% pensent que l'on peut guérir de la COVID-19 avec des remèdes à base de plantes.**

# En quoi la perception des risques détermine-t-elle les actions des personnes?

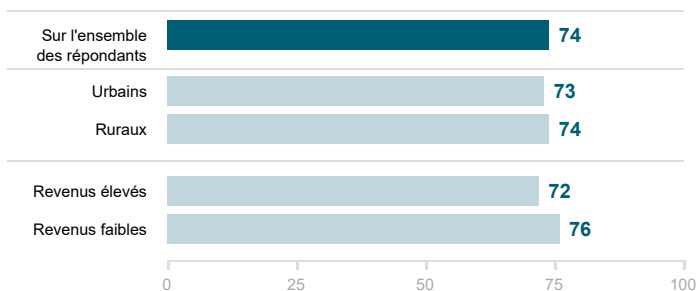
La perception des risques au sein de la population a une incidence sur les comportements et les décisions clés qui pourraient atténuer la transmission de la maladie, notamment l'adhésion aux MSSP et à la vaccination.

## Quel est le ressenti des répondants vis-à-vis de la reprise des activités quotidiennes?

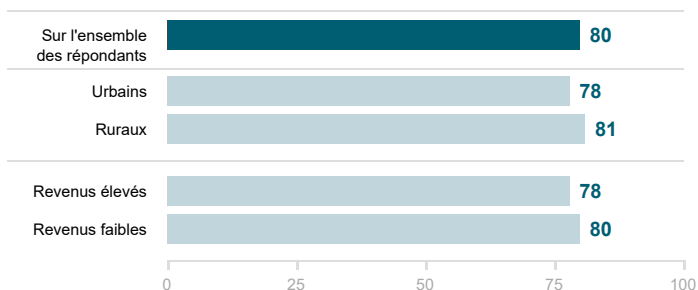
En accord avec leur faible perception des risques, une majorité des répondants déclarent avoir repris une activité normale (80%). En même temps, 74% d'entre eux disent être inquiets de reprendre leurs activités. Ces résultats sont similaires, quels que soient les groupes sociodémographiques.

- Les personnes qui pensent qu'elles ont un faible risque d'attraper la COVID-19 ont plus de probabilité d'avoir repris une activité normale (74%) que celles qui ont une forte perception des risques.

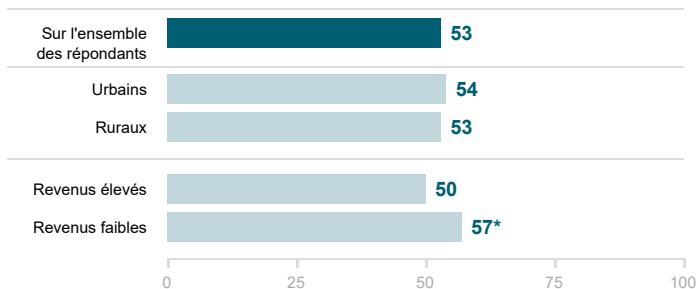
### 74% sont inquiets à l'idée de reprendre une activité normale



### 80% ont déjà repris une activité normale car ils pensent que les risques associés à la COVID-19 sont faibles



### 53% n'ont pas peur de prendre les transports en commun

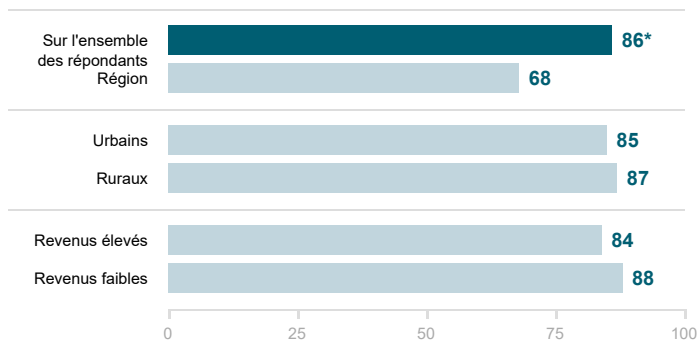


## Que pensent les répondants des vaccins?

Dans tous les groupes sociodémographiques, les répondants sont nombreux en Guinée à avoir l'intention de se faire vacciner, avec 86% d'entre eux qui déclarent prévoir de se faire vacciner lorsqu'un vaccin sera disponible. Parmi les personnes qui disent qu'elles ne se feront pas vacciner, la raison la plus fréquemment invoquée est le faible risque d'infection.

- La réception de 55 premières doses de vaccin Sputnik V en décembre et la vaccination des dirigeants politiques ont fait l'objet d'une couverture médiatique très favorable dans les médias traditionnels. Les échanges sur les réseaux sociaux ont aussi été majoritairement positifs, même si certains utilisateurs ont critiqué la séance de vaccination publique en la qualifiant d'intéressée.

### 86% prévoient de se faire vacciner quand des doses seront disponibles



### Principales réticences des répondants à l'idée de se faire vacciner

Parmi les répondants qui ont indiqué refuser la vaccination, les raisons invoquées étaient les suivantes:

Je ne pense pas que je risque d'attraper le virus.	%
Je pense que les vaccins peuvent transmettre la maladie contre laquelle ils sont censés vous protéger.	16%
Je ne fais pas confiance aux vaccins / aux autorités de santé	14%

### Dans les médias

À propos de sa vaccination en décembre 2020, Amadou Damaro Camara, le président de l'Assemblée Nationale, a tenu les propos suivants, qui ont été repris par l'agence Associated Press : « Nous sommes des cobayes... La préoccupation permanente du gouvernement est de lutter contre cette maladie et nous en sommes très heureux. Nous espérons que cette vaccination sera étendue au reste de la population et que ce sera le début de l'éradication de cette maladie. »

# Les répondants ont-ils décidé d'annuler ou de reporter leurs rendez-vous médicaux?

La restriction des déplacements, la surcharge des établissements de santé et la crainte de contracter la COVID-19 peuvent dissuader les individus de demander des soins primaires. L'étude des obstacles à l'accès aux soins peut donc contribuer à améliorer le maillage des soins.

## Ce que révèlent les données

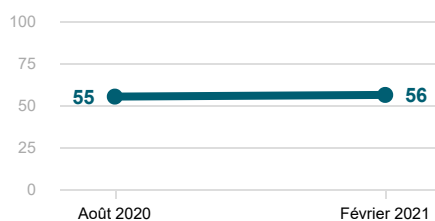
Parmi les foyers qui ont besoin de soins ou de médicaments, un répondant sur quatre déclare avoir annulé des rendez-vous médicaux au cours des six derniers mois et plus de la moitié déclarent avoir eu récemment des difficultés à obtenir des médicaments.

- Parmi les foyers qui ont annulé des rendez-vous médicaux, les raisons les plus fréquemment citées sont le coût des soins et l'inquiétude quant au risque de contracter la COVID-19.
- L'accès aux médicaments comme aux soins est plus difficile pour les foyers dans lesquels le répondant souffre d'une maladie de longue durée ou ceux qui ont connu une perte de revenus au cours de la pandémie. Cela vient souligner le lien entre la charge économique subie et l'accès aux soins.
- Alors que la plupart des rendez-vous annulés sont des rendez-vous de médecine générale ou de soins de routine, 9 % de ces rendez-vous concernent de la fièvre ou des frissons et 12 % concernent le paludisme, alors que dans les deux cas les symptômes peuvent être ceux de la COVID-19, ce qui laisse penser que certains cas de COVID-19 peuvent ne pas avoir été détectés.

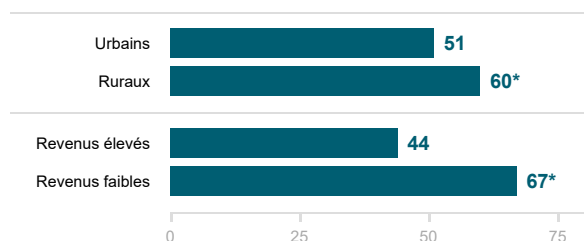
## Difficulté d'accès des foyers aux médicaments

Les difficultés d'accès aux médicaments restent similaires à celles identifiées au mois d'août, avec une plus forte probabilité de déclarer faire face à des obstacles parmi les foyers ruraux et ceux qui ont les revenus les plus faibles.

Changement du pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments



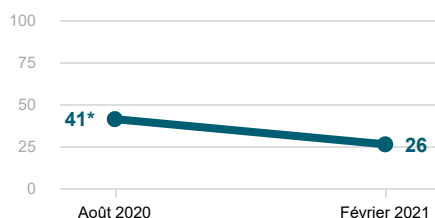
Pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments



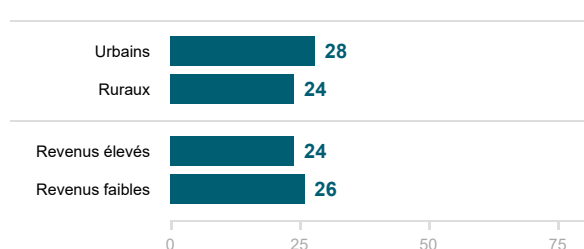
## Annulation ou report de rendez-vous médicaux

La proportion de foyers qui ont besoin de soins et qui déclarent avoir annulé des rendez-vous médicaux au cours des six derniers mois est plus faible en février qu'en août, même si un foyer sur quatre dit encore avoir annulé ou reporté des rendez-vous nécessaires.

Tendance en pourcentage de foyers qui ont annulé ou reporté leurs rendez-vous médicaux



Pourcentage de foyers qui annulent ou reportent leurs rendez-vous médicaux



### Raisons pour lesquelles les rendez-vous médicaux sont annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Coût/accessibilité financière	22%
Crainte de contracter la COVID-19	18%
Perturbation du fonctionnement des établissements de santé	14%
Restrictions de mobilité / Problèmes de transport	9%
Responsabilités d'aidant	8%

### Nature des rendez-vous médicaux annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Médecine générale/Examen de routine	58%
Diagnostic/Symptômes	16%
Santé reproductive, maternelle et infantile	17%
Maladie transmissible	12%
Maladie non transmissible	6%

# Les répondants sont-ils touchés par une perte de revenus ou l'insécurité alimentaire?

Les mesures de restriction de l'activité économique peuvent fortement compromettre les moyens de subsistance et l'accès aux marchés. L'étude de la nature et de l'ampleur de ces obstacles peut contribuer à guider l'évolution des politiques et à identifier les personnes qui ont besoin d'aide.

## Ce que révèlent les données

Plus des trois quarts des répondants déclarent que les revenus de leur foyer ont diminué pendant la pandémie de COVID-19 et près de la moitié des foyers disent réduire leur consommation alimentaire.

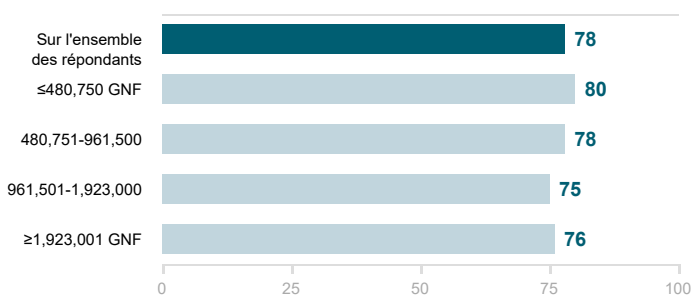
- Des charges économiques pèsent sur tous les groupes sociodémographiques, même si les foyers des zones rurales ont plus de probabilité de déclarer réduire leur consommation alimentaire.
- Les foyers qui ont perdu une partie de leurs revenus pendant la pandémie ont plus de probabilité de déclarer être confrontés à tous les obstacles à l'accès à la nourriture.
- L'obstacle le plus fréquemment cité est l'augmentation des prix alimentaires. Dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, l'augmentation des prix alimentaires et l'insécurité alimentaire sont liés à l'impact des fermetures des frontières et des restrictions des déplacements sur l'agriculture et les chaînes d'approvisionnement alimentaire.
- Avec le soutien de la [Banque Mondiale](#), du [Programme alimentaire mondial](#) et d'autres organisations, l'Agence nationale pour l'inclusion économique et sociale de Guinée a lancé un programme de versements en espèces en juin 2020 qui avait pour objectif d'aider 1,6 million de personnes (environ 13 % de la population).
- Lorsque cette enquête a été réalisée en février 2021, quasiment aucun répondant n'a déclaré avoir reçu une aide en liquide de la part du gouvernement, mais 23 % d'entre eux ont dit avoir bénéficié d'exonération de paiement des factures de services publics, un programme qui a été lancé en avril 2020. Les foyers dont les revenus sont les plus élevés ont plus de deux fois plus de probabilité d'en bénéficier (36 % pour 14 % des foyers dont les revenus sont les plus faibles).

## Pourcentage de personnes signalant chaque obstacle :

Baisse de revenus	69%
Augmentation du prix des denrées alimentaires	77%
Fermeture des marchés	56%
Restriction des déplacements	46%
Pénuries d'approvisionnement alimentaire dans les marchés	64%

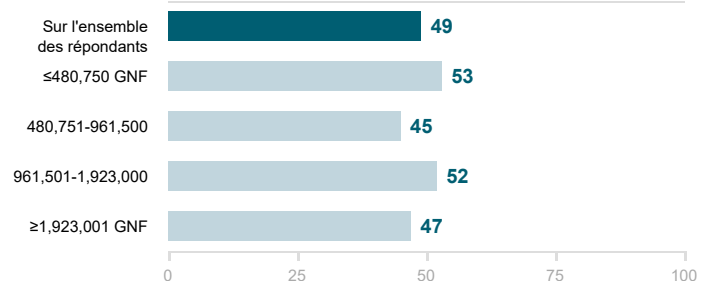
## Revenus du foyer

Pourcentage de foyers qui ont subi une **perte de leurs revenus** par catégorie



\*Les revenus des foyers sont étroitement corrélés à la perte de revenus.

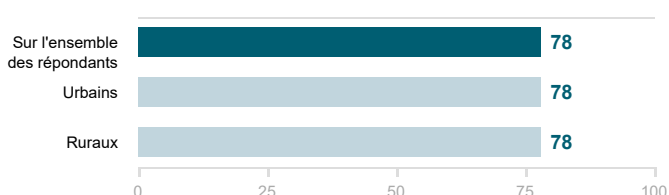
Pourcentage de foyers qui **sautent des repas** par catégorie



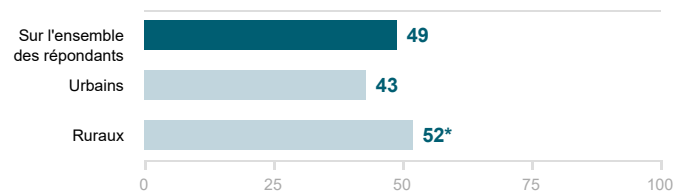
\*Les revenus des foyers sont étroitement corrélés au fait de sauter des repas.

## Lieu

Pourcentage de foyers qui ont subi une **perte de leurs revenus** par catégorie



Pourcentage de foyers qui **sautent des repas** par catégorie





# Notes de fin

## Notes sur le rapport

Les comparaisons régionales ont été effectuées sur la base des catégories suivantes : Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan) ; Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria, Libéria, Guinée Conakry, Sénégal, Côte d'Ivoire) ; Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte), Afrique centrale (Cameroun, République démocratique du Congo) et Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Zambie, Zimbabwe).

Des tests bilatéraux ont été réalisés pour comparer deux catégories ainsi que des tests du khi carré pour comparer plus de deux catégories, afin de mesurer s'il y avait des différences statistiques. Un astérisque (\*) indique que les valeurs indiquées sont statistiquement significatives lorsque  $p > 0,05$ .

Le graphique de la page 2 de ce rapport représente la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas par rapport aux données concernant le taux de positivité des tests et la mobilité entre mars 2020 et février 2021. Lorsque des données sur le taux de positivité des tests et/ou sur la mobilité ne sont pas disponibles, ce graphique n'est pas présenté.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles ici et sur [le tableau de bord en ligne du PERC](#). Pour des informations détaillées sur les sources des données, les méthodes appliquées et leurs limites, vous pouvez consulter [preventepidemics.org/perc/](http://preventepidemics.org/perc/).

- Ipsos a mené une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de foyers à l'échelle nationale ayant accès à une ligne fixe ou à un téléphone portable. Les résultats doivent être interprétés avec prudence car la population qui n'a pas accès à un téléphone n'est pas représentée dans ces résultats. Les pourcentages qui apparaissent dans les tableaux d'Ipsos peuvent être différents des pourcentages communiqués dans d'autres documents PERC et d'autres supports de communication de ces données. Ces différences peuvent s'expliquer par le choix du dénominateur et/ou des pondérations.
- Novetta Mission Analytics a mené des recherches pour recueillir des informations provenant des médias traditionnels et des réseaux sociaux en s'appuyant sur des médias africains open source en ligne et des sources africaines géolocalisées sur Twitter et Facebook. Ces données qualitatives reflètent les discours publics provenant des sources de médias en ligne et des utilisateurs des réseaux sociaux. Les citations ont parfois été modifiées lorsque cela répondait à un besoin de clarté, le texte modifié étant indiqué entre parenthèses. Les contenus des réseaux sociaux du domaine public doivent être interprétés avec prudence, étant donné que les opinions exprimées peuvent être radicales et ne sont pas représentatives de l'opinion de la population d'un pays ou d'un groupe démographique donné.
- Les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC Afrique) fournissent chaque jour des données épidémiologiques aux États membres de l'Union africaine (UA). CDC Afrique recueille les données sur les cas et décès enregistrés ainsi que les données de dépistage auprès de chaque État membre de l'UA. Tous les États membres de l'UA n'établissant pas des rapports journaliers, les chiffres peuvent parfois arriver tardivement, en particulier pour les données de dépistage qui sont généralement communiquées tardivement ou par lots périodiques (p. ex. hebdomadaires).
- D'autres données sont extraites de sources publiquement accessibles

Ces résultats ont été obtenus à partir des dernières informations disponibles provenant des sources énumérées au moment de l'analyse, et peuvent ne pas tenir compte des évolutions plus récentes ou des données provenant d'autres sources. Les données varient en termes d'exhaustivité, de représentativité et d'actualité.

## Notes sur le pays

L'échantillon ayant participé à l'enquête au Guinée était composé de 1,302 adultes (546 vivant en zone urbaine, 756 vivant en zone rurale), dont les réponses ont été recueillies entre le 12 et le 23 février 2021.

Les catégories de revenus se fondent sur des données existantes concernant la répartition locale des revenus, qui ont été utilisées pour créer quatre catégories de revenus, définies comme suit :

- Revenu faible : revenus mensuels du foyer de 480 750 GNF et moins
- Revenu faible à moyen : revenus mensuels du foyer compris entre 480 751 et 961 500 GNF
- Revenu moyen à élevé : revenus mensuels du foyer compris entre 961 001 et 1 923 000 GNF
- Revenu élevé : revenus mensuels du foyer de 1 923 001 GNF